

CONV 204/02

WG IV 7

**NOTE**

---

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail sur les parlements nationaux (Groupe IV)
Objet:	Note de synthèse de la réunion tenue le 18 juillet 2002

---

1. Le groupe a procédé à un échange de vues sur le rôle des parlements nationaux en ce qui concerne le contrôle du principe de subsidiarité, en vue de la réunion conjointe avec le Groupe de travail I, prévue le 22 juillet. Les questions ci-après ont été abordées:

**Les parlements nationaux ont-ils un rôle à jouer dans le contrôle du principe de subsidiarité?**

2. Le groupe est convenu que les parlements nationaux avaient un rôle à jouer dans le contrôle du principe de subsidiarité. Certains membres ont souligné que, eu égard aux tâches, surtout législatives, des parlements nationaux, c'est à ces derniers qu'il incombe au premier chef de contrôler l'application du principe de subsidiarité. À cet égard, certains orateurs ont fait observer que les parlements nationaux étaient plus proches des citoyens et qu'il était tout naturel qu'ils puissent avoir leur mot à dire lorsqu'il s'agit de décider si des dispositions législatives doivent être adoptées de préférence au niveau national ou au niveau supranational.

**Devraient-ils intervenir seuls ou non?**

3. Tous les membres se sont accordés à penser que la Commission, le Parlement européen et le Conseil ont un rôle clé à jouer pour garantir le respect du principe de subsidiarité lors de la présentation et de l'examen de projets d'actes législatifs. Il a été souligné que le plein respect du principe de subsidiarité ne pouvait être assuré de manière effective que par la

participation et la coopération de tous les acteurs concernés. En outre, un renforcement du rôle des parlements nationaux dans ce domaine ne devrait pas affaiblir les pouvoirs dont disposent actuellement les institutions européennes.

4. Certains membres ont soulevé la question du rôle de la Cour de justice, faisant valoir qu'il faudrait confier à celle-ci l'examen a posteriori des affaires relatives à l'application du principe de subsidiarité qui ont été portées devant elle, bien que le groupe ait généralement reconnu que le principe de subsidiarité est essentiellement un principe politique.

#### **À quel(s) stade(s) du processus législatif les parlements nationaux devraient-ils intervenir?**

5. La majorité des orateurs ont estimé que les parlements nationaux devraient intervenir le plus tôt possible, par exemple lors de l'élaboration de la législation, en examinant dès les premiers stades le programme législatif annuel de la Commission.
6. Quelques membres ont proposé que les parlements nationaux reçoivent (directement de la Commission) les projets de législation au début du processus législatif et examinent si la proposition est conforme au principe de subsidiarité. Il a en outre été souligné que les parlements nationaux devraient pouvoir réexaminer les projets de dispositions législatives à la fin du processus, étant donné que les textes sont souvent considérablement modifiés durant les négociations. La possibilité de permettre aux parlements nationaux d'intervenir à tout moment pendant le processus a également été évoquée.

#### **Quel mécanisme serait le plus approprié?**

7. La majorité des orateurs se sont prononcés en faveur d'une "approche fondée sur le processus" et ont rejeté l'idée de créer de nouveaux organes ou institutions. Quelques membres ont indiqué qu'il conviendrait toutefois de déterminer si les parlements nationaux doivent avoir la possibilité d'examiner ensemble certaines questions, par exemple le programme de travail annuel de la Commission. Un membre a déclaré que la possibilité de créer un nouvel organe de contrôle de la subsidiarité constitué de membres des parlements nationaux ne devait pas être exclue.

8. Selon certains membres, le contrôle du principe de subsidiarité au niveau parlementaire devrait être assuré par le biais de la surveillance régulière de l'action des ministres au sein du Conseil. D'autres ont préconisé une participation plus directe des parlements nationaux grâce à une procédure spécifique qui leur permettrait à la fois d'être associés à la phase de préparation de la législation ("alerte rapide"), d'examiner les projets de dispositions législatives et d'indiquer si la proposition est conforme au principe de subsidiarité. Cette approche aurait le mérite de placer plus directement les questions européennes au cœur des parlements nationaux, de les sensibiliser davantage aux affaires européennes et de leur donner le sentiment d'être partie prenante au processus.
9. Tous les orateurs se sont accordés à reconnaître qu'un nouveau mécanisme, quel qu'il soit, devrait être léger et efficace et qu'il ne devrait en aucun cas ralentir le processus législatif ou entraver les activités de l'UE.

#### **Autres observations d'ordre général**

10. Les observations ci-après ont été formulées au cours du débat:
- Certains membres ont estimé que les diverses possibilités de participation des parlements nationaux aux affaires européennes ne sont pas pleinement exploitées aujourd'hui et que les parlements n'ont souvent pas pris de responsabilités par manque d'intérêt (ou de temps).
  - Il a été préconisé d'établir des contacts plus directs entre la Commission et les parlements nationaux, par exemple par le biais de notes d'information présentées régulièrement par les Commissaires aux parlements nationaux (lors de visites ou de téléconférences), qui permettraient notamment d'exposer les motifs de certaines initiatives de la Commission et donneraient aux parlements nationaux l'occasion de mieux connaître celle-ci. Le Commissaire Barnier a accueilli favorablement cette idée et indiqué qu'il avait lui-même pris la parole régulièrement devant les parlements des États membres de l'UE. Il a également été demandé de transmettre directement les documents de la Commission aux parlements nationaux, cette transmission intervenant ainsi parallèlement à la transmission aux gouvernements, et non pas uniquement par leur biais comme jusqu'à présent.